

# Emploi salarié – Les effets de la crise de 2008 s'éloignent

## Bilan économique 2018

En 2018, l'emploi salarié progresse de 0,7 % en Nouvelle-Aquitaine, une évolution proche de celle du niveau national. Cette hausse est semblable au rythme moyen des cinq dernières années. La reprise se confirme dans l'industrie régionale en particulier et l'embellie concerne tous les secteurs, sauf le tertiaire non marchand où l'emploi se stabilise. L'intérim se contracte après trois années de hausse.

Rémi Dumas, Insee

### Un rythme de croissance moins soutenu

En Nouvelle-Aquitaine, l'emploi salarié augmente à nouveau, de 0,7 % soit une hausse cependant deux fois moins importante qu'en 2017 (*figure 1*). En France hors Mayotte, la trajectoire est identique avec une progression de 0,6 % contre 1,3 % en 2017.

Parmi les 15 000 emplois supplémentaires comptabilisés dans la région, 8 sur 10 sont localisés en Gironde (*figure 2*). La Charente-Maritime, les Landes, le Lot-et-Garonne et les Deux-Sèvres progressent également, plus modérément. En revanche, l'emploi salarié recule en Corrèze, en Creuse, en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques, ainsi que dans la Vienne où il augmentait de 1,9 % l'année précédente. Il se stabilise en Charente et Haute-Vienne.

### La reprise se confirme pour l'industrie et la construction

L'emploi dans l'industrie croît de 0,6 % en Nouvelle-Aquitaine, deux fois plus qu'en France hors Mayotte (0,3 %). Ces 1 500 emplois industriels supplémentaires confirment le redémarrage amorcé dans la région en 2017.

Cette progression quasi générale bénéficie aux activités de fabrication de biens d'équipements comme de matériels de transport, mais aussi à la fabrication d'autres produits industriels qui représente près de la moitié des emplois du secteur. Seule l'industrie agroalimentaire ne profite pas de cette embellie, les effets d'un début d'année florissant étant neutralisés par un 4<sup>e</sup> trimestre défavorable. La création d'emplois industriels vigoureuse en Gironde

(+ 1,9 %), dans la Vienne (+ 1,8 %) et dans le Lot-et-Garonne (+ 1,2 %) contraste avec les pertes significatives des industries de Dordogne et des Pyrénées-Atlantiques (respectivement 300 et 620 emplois de moins qu'en 2017).

Avec 2 300 emplois supplémentaires en Nouvelle-Aquitaine, soit une hausse de 1,9 % en un an, le secteur de la construction confirme aussi son redressement débuté en 2017 (+ 2 %) (*figure 3*). Presque tous les départements bénéficient de cette dynamique, particulièrement la Gironde et la Charente-Maritime (respectivement 1 200 et 330 emplois supplémentaires). En France hors Mayotte, la construction connaît une situation identique, avec le même rythme de progression de ses effectifs qu'en Nouvelle-Aquitaine.

### Le tertiaire marchand décélère

En 2018, le tertiaire marchand crée 9 700 emplois en Nouvelle-Aquitaine. Cependant, il décélère (+ 1,0 % après + 2,8 % en 2017) et repasse sous la moyenne des cinq dernières années. En France hors Mayotte, l'emploi dans ce secteur ralentit également (+ 0,9 % après + 2,5 %).

Encore dynamique en Gironde, dans les Landes, le Lot-et-Garonne, les Deux-Sèvres et en Charente-Maritime, le rythme des créations d'emploi fléchit néanmoins dans la quasi-totalité des départements. La Corrèze, la Dordogne et la Vienne subissent même un renversement de tendance dans ce secteur jusque-là en plein essor.

Pour l'essentiel, ce ralentissement résulte d'un emploi intérimaire en berne (- 3,7 %) après une envolée les trois années précédentes (+ 15,9 % en 2017) (*figure 4*).

Ce repli représente presque 2 500 emplois en moins dans la région et, exceptés la Charente et le Lot-et-Garonne, tous les départements sont concernés. Les autres activités du secteur tertiaire marchand continuent à créer des emplois salariés dans la région : 12 000 en 2018, dont les trois quarts en Gironde. Les départements des Landes, du Lot-et-Garonne, de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres en gagnent près d'un millier chacun, alors qu'en Corrèze, Creuse, Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques, l'emploi se contracte modérément.

Toutes les activités créent de l'emploi à l'exception des services aux particuliers (- 1,0 %, soit 1 000 emplois perdus en un an). Le segment information-communication renforce sa progression (+ 4,5 % après + 3,0 %). Le commerce et les transports se relancent (+ 1,2 % après 0,0 %) tandis que l'hébergement-restauration ralentit (+ 1,2 % après + 4,9 %) comme les services aux entreprises (+ 3,2 % après + 4,4 %).

En France hors Mayotte, l'emploi dans les services marchands hors intérim ralentit également (+ 1,2 % après + 1,5 % en 2017).

### Le tertiaire non marchand reste atone

En 2018, l'emploi dans le secteur tertiaire non marchand est à l'arrêt. Les hausses enregistrées en Gironde, dans les Pyrénées-Atlantiques et en Lot-et-Garonne compensent juste les pertes comptabilisées dans les autres départements néo-aquitains.

En France hors Mayotte, l'emploi de ce secteur est quasi stable. ■

### Pour en savoir plus

- Site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) : thème Marché du travail – Salaires
- Site de la Direccte Nouvelle-Aquitaine : [www.nouvelle-aquitaine.direccte.gouv.fr](http://www.nouvelle-aquitaine.direccte.gouv.fr) : Publications et statistiques - Chiffres de l'intérim

**1 Emploi salarié total par secteur d'activité en Nouvelle-Aquitaine**

Secteur d'activité NAF rév. 2, 2008	en %				
	2018 T4 (milliers)	Glissement annuel		Glissement annuel moyen 2017/2012 <sup>(1)</sup>	
	Nouvelle-Aquitaine	Nouvelle-Aquitaine	France hors Mayotte	Nouvelle-Aquitaine	France hors Mayotte
<b>Agriculture</b>	<b>63,2</b>	<b>1,8</b>	<b>1,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,0</b>
<b>Industrie</b>	<b>266,0</b>	<b>0,6</b>	<b>0,3</b>	<b>-0,6</b>	<b>-0,8</b>
Industrie agroalimentaire	56,1	0,0	0,4	0,4	0,4
Énergie, eau, déchets, cokéfaction et raffinage	32,6	0,2	0,9	-0,9	-0,6
Biens d'équipement	31,0	1,1	0,1	-0,5	-1,4
Matériels de transport	30,4	1,4	0,1	-0,2	-1,2
Autres branches industrielles	115,9	0,6	0,2	-1,0	-1,1
<b>Construction</b>	<b>122,4</b>	<b>1,9</b>	<b>1,9</b>	<b>-1,4</b>	<b>-1,4</b>
<b>Tertiaire marchand</b>	<b>936,4</b>	<b>1,0</b>	<b>0,9</b>	<b>1,3</b>	<b>1,3</b>
Commerce	275,3	1,2	0,6	0,5	0,4
Transports	104,9	1,2	1,2	-0,2	0,2
Hébergement - restauration	86,9	1,2	1,8	2,3	1,7
Information - communication	34,1	4,5	4,3	1,4	1,3
Services financiers	71,9	1,2	0,4	1,3	0,5
Services immobiliers	17,1	0,0	-0,7	1,2	0,4
Services aux entreprises hors intérim	171,1	3,2	2,4	2,0	1,9
Intérim	63,8	-3,7	-3,3	8,3	8,9
Services aux ménages	111,3	-1,0	-1,0	0,0	-0,2
<b>Tertiaire non marchand</b>	<b>735,2</b>	<b>0,0</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,6</b>	<b>0,6</b>
<b>Total</b>	<b>2 122,3</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>	<b>0,7</b>	<b>0,6</b>

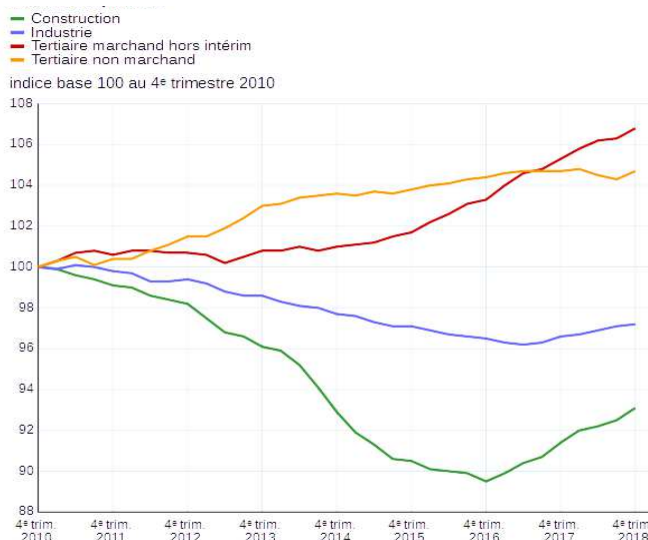
Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes. <sup>(1)</sup> : glissement annuel qu'aurait connu l'emploi salarié total du secteur, si l'évolution avait été la même pour chaque année de la période considérée. Champ : emploi salarié total. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**2 Emploi salarié total par département et par grand secteur d'activité en Nouvelle-Aquitaine**

	2018 T4 (milliers)	Glissement annuel							Total
		Agriculture	Industrie	Construction	Tertiaire dont		Tertiaire non marchand		
					Marchand	Intérim			
Charente	122,6	ns	0,2	0,6	0,3	1,5	-1,3	0,0	
Charente-Maritime	204,2	ns	0,3	2,8	0,9	-0,8	-0,2	0,6	
Corrèze	82,3	ns	0,5	0,9	-1,6	-7,5	-0,7	-0,7	
Creuse	32,9	ns	-0,1	-2,6	-1,7	-16,9	0,0	-0,7	
Dordogne	122,2	ns	-1,8	1,6	-0,8	-7,9	-0,2	-0,5	
Gironde	649,9	ns	1,9	3,4	2,6	-3,1	0,9	1,9	
Landes	130,0	ns	-0,3	1,8	2,2	-1,0	-0,1	0,8	
Lot-et-Garonne	111,5	ns	1,2	2,0	1,5	0,2	0,1	1,0	
Pyrénées-Atlantiques	239,9	ns	-1,9	1,1	-0,2	-0,9	0,3	-0,2	
Deux-Sèvres	140,5	ns	2,7	0,1	1,3	-2,2	-1,0	1,0	
Vienne	160,3	ns	1,8	-0,1	-0,9	-14,1	-0,8	-0,4	
Haute-Vienne	125,9	ns	0,3	2,6	-0,1	-7,3	0,0	0,1	
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	<b>2 122,3</b>	<b>1,8</b>	<b>0,6</b>	<b>1,9</b>	<b>1,0</b>	<b>-3,7</b>	<b>0,0</b>	<b>0,7</b>	

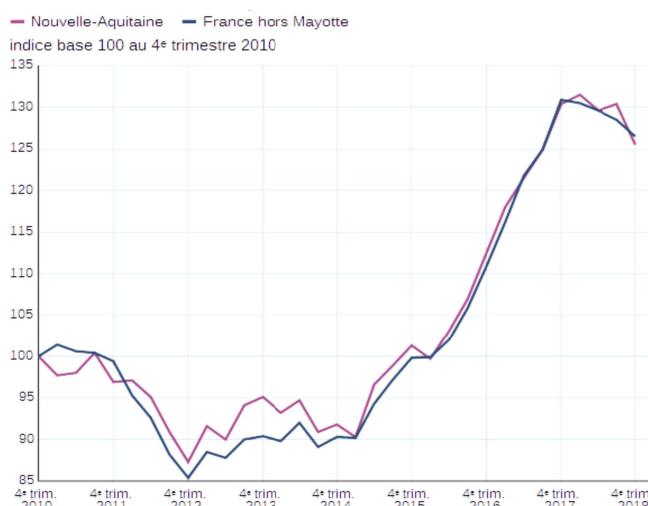
Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Pour l'agriculture, les données de la MSA ne sont plus disponibles depuis le 3<sup>e</sup> trimestre 2017 ; l'Insee réalise une estimation sur les trimestres suivants, en prolongeant les tendances récentes. ns : non significatif. Champ : emploi salarié total. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**3 Évolution trimestrielle de l'emploi salarié total par grand secteur d'activité en Nouvelle-Aquitaine**



Notes : données CVS en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi salarié total. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**4 Évolution trimestrielle de l'emploi intérimaire**



Notes : données CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : emploi intérimaire en fin de trimestre. Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

**Avvertissement :**

À partir des résultats du premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) localisées, réalisées en partenariat avec l'Acooss et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim), s'est étendu. En 2017, les ETE publiées au niveau localisé (région et département) portaient seulement sur les salariés du secteur marchand – hors agriculture et activité des particuliers employeurs – en France métropolitaine. Depuis 2018, le champ des ETE localisées comprend les départements d'outre-mer (hors Mayotte) et l'ensemble de l'emploi salarié, donc y compris les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

De plus, une distinction des emplois « privé » et « public », établie à partir de la catégorie juridique des employeurs, est disponible au niveau régional. Les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écarts de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Parallèlement, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, en particulier durant la phase de montée en charge de la DSN.